

Extrait du Revue du Mauss permanente

<http://www.journaldumauss.net>

Anthropologie et politique

- Association, économie solidaire et mouvements sociaux - Association, démocratie et société civile -

Date de mise en ligne : samedi 1er décembre 2007

Description :

L'idée que nous nous faisons de nous-mêmes, de l'homme et du monde dessine les contours de nos projets politiques. En nous représentant comme des calculateurs intéressés, quel autre monde pouvons nous espérer qu'un monde gouverné par le calcul et l'intérêt, par conséquent injuste ? Une vision simplement plus juste de l'homme ne pourrait-elle pas contribuer à la vision d'un monde plus juste ? se demande au fond Sylvain Dzimir.

Revue du Mauss permanente

Si la gauche n'a plus rien à dire de très original en face de la droite, si elle énonce à peu près le même projet (« plus de richesses » à droite vs « mieux de richesses » à gauche, cf. notre [présentation](#)), c'est sans doute, au fond, parce qu'elle voit le monde sous le même prisme, celui de l'avoir et de l'utile. Pourtant, si elle acceptait de renouer avec l'une de ses traditions largement oubliée - quoique récemment redécouverte [1] - la tradition associationniste (celle de Jean Jaures, qui est aussi celle d'Emile Durkheim et de Marcel Mauss), la gauche pourrait, en greffant son discours sur une autre anthropologie, sur une autre vision de l'homme et du monde, déplacer les frontières qui la séparent de la droite et retrouver un nouveau souffle, dont notre démocratie aurait bien besoin.

Le marché contre l'Etat ?

Depuis la fin du XIXe siècle, les débats politiques s'organisent massivement autour de la question de savoir quelle place il faut accorder au marché et à l'État dans l'économie.

Le libéralisme économique soutient que la source de tous nos maux est à rechercher du côté de l'État ; et que le remède se trouve de manière prioritaire du côté du marché censé réconcilier l'efficacité et la justice. « Laissons s'orienter les ressources en fonction de la loi de l'offre et de la demande, nous disent les libéraux : les intérêts individuels - et par suite l'intérêt général - seront satisfaits efficacement, et le marché récompensera ceux qui les satisferont au mieux (les plus méritants) ». Bref, il faut laisser l'économie fonctionner selon ses propres lois, l'État devant se contenter d'assurer ses fonctions régaliennes : la justice et la sécurité, i.e. la protection des biens et des personnes. Au grand dam des partisans du tout marché, certains libéraux veulent bien admettre une dose d'intervention de l'État dans l'économie, mais uniquement dans les cas considérés comme exceptionnels où le marché s'avère défaillant (production des biens collectifs, externalités négatives).

De l'autre côté, à gauche, on tient des discours exactement symétriques. On considère que la source de nos maux se trouve dans le marché laissé à lui-même ; et que la solution est pour les uns dans le tout État ils se font des plus en plus rares : ce fut la solution soviétique planiste ; et pour les autres dans la régulation du marché par l'État - ce point de vue a notamment été théorisé par l'économiste John Maynard Keynes et ceux qui lui ont succédé : c'est la solution disons « social-démocrate ».

Marché et Etat, même combat !

Malgré l'âpreté des débats, les solutions préconisées témoignent d'une inspiration commune. En effet, si le marché est envisagé par les libéraux comme le remède à tous nos maux, c'est en tant qu'il est le lieu d'expression par excellence de la rationalité économique, considérée en fin de compte comme le désirable ultime. En prônant le marché, les libéraux ne nous disent rien d'autre que : « Soyons rationnels, remettons-nous en aux capacités des individus à satisfaire au mieux, par un calcul coût/avantage, leurs intérêts ». C'est étrangement sous un mot d'ordre similaire que se sont retrouvés leurs adversaires « de gauche ». Mais selon eux, c'est non pas le marché, mais l'État planificateur ou régulateur qui incarne le mieux cette rationalité, cette capacité à satisfaire par le calcul, à la fois nos intérêts particuliers et l'intérêt général. [2]

Bref, pour tous le problème est d'ordre économique : c'est celui d'abord d'un défaut de rationalité des individus ou du tout - (et par suite de justice) dans l'allocation des ressources supposées rares. Et la solution passe bien évidemment par davantage de rationalité (qui fera un ordre juste).

L'association contre l'association ...

Ces deux solutions en ont occulté une troisième, davantage en vogue à la fin du XIXe siècle qu'aujourd'hui : la solution associationniste, celle des corps intermédiaires entre les individus et l'État, que l'on retrouve à droite comme à gauche. Une occultation d'autant plus malheureuse que si l'on veut chercher des visions de l'homme et du monde de droite et de gauche qui s'opposent, c'est dans les manières d'appréhender la solution associationniste qu'on les trouvera.

En effet, à droite, du côté des libéraux, l'action des associations est paradoxalement pensée sur le modèle de la philanthropie ou encore de la charité, comme si au bout de la chaîne des défaillances du marché et de l'État, le pur désintéressement devait venir se substituer au pur intérêt individuel. À gauche, l'action des associations est davantage pensée sur le mode de la liberté, en contrepoint en quelque sorte de la contrainte sous le signe de laquelle est placée la voie étatique : c'est la solution coopérative, autogestionnaire [3], de l'économie sociale et solidaire etc. & une solution imaginée comme complémentaire à la voie de l'État (régulationniste), ou se substituant à elle (dans une version anarchiste). Ajoutons que rien n'est plus étranger à la gauche que la solution philanthropique. Il n'est pas question de charité, mais de coopération et de solidarité. La première, conçue comme unilatérale et de ce fait écrasante ou encore humiliante pour celui qui en bénéficie, est vigoureusement condamnée. La coopération et la solidarité, pensées quant à elles sous le signe d'un rapport social (ou encore de la réciprocité) s'accrochent davantage de l'idée que ses tenants se font de la dignité de la personne.

En quoi se dessine-t-il là deux visions de l'homme (et du monde) qui s'opposent ? À droite la pensée libérale du désintéressement est marquée par celle de l'intérêt : les hommes ne sont imaginés capables de pur désintéressement que parce qu'on les pense d'abord capables de conduite purement intéressée, au point d'ailleurs que certains soutiennent que les hommes ne se comportent de manière désintéressée que parce qu'ils y ont intérêt...

À gauche, les choses sont moins nettes, sans doute, reconnaissons-le, parce que le discours est moins axiomatisé. Mais ce refus de la philanthropie, de la charité ou encore du pur désintéressement fait clairement écho au refus de ne voir dans l'homme qu'un individu purement calculateur et intéressé : la voie de la coopération ou de la solidarité associative se greffe manifestement sur une vision de l'homme qui n'est pas réductible à un *homo oeconomicus*.

Pour une gauche démocratique et associationniste

D'ailleurs, on retrouve du côté des promoteurs de la solution associationniste de gauche des sociologues qui critiquent cette figure de l'*homo oeconomicus*. Notons par exemple au premier rang d'entre eux É. Durkheim (fondateur de la sociologie française) et M. Mauss (son neveu et fils spirituel, ami et bras droit de Jean Jaurès puis de Léon Blum), ardents défenseurs pour le premier des groupements professionnels, pour le second des coopératives (de consommation en particulier) et des mutuelles. L'homme n'est pas d'abord un être mu par l'appât du gain, par un désir d'avoir satisfait rationnellement, soutiennent-ils en substance, mais par un appât du lien, par le désir d'être et d'être ensemble qui ne procède pas de cette raison utilitaire.

Cette manière de voir les hommes (et le monde) change le diagnostic porté sur la société industrielle de leur époque (et qui vaut toujours pour la nôtre) : ainsi conçus, les hommes - et les démocraties - modernes ne souffrent pas tant d'un défaut que d'un excès de rationalité économique, de désir d'avoir. Et les maux qui nous affectent n'apparaissent pas d'abord d'ordre économique, mais social, éthique et politique. Dans nos démocraties gagnées par l'utilitarisme, où les rapports entretenus avec les autres sont massivement fonctionnels, de l'ordre de l'utile, ne comptent que rapportés à soi, que pour le profit qu'on peut en tirer, c'est de liens qui valent pour eux-mêmes, de

valeurs partagées (de *common decency* orwelienne : sens de l'amitié, de l'entraide, de la réciprocité, de la loyauté) et de liant dont nous manquons. Liant sans lequel on ne saurait faire durablement société, même fonctionnellement. Or, le liant c'est pour M. Mauss le don, la triple obligation de donner, recevoir et rendre. Un rapport social anti-utilitaire [4], qui vaut pour lui même et dans lequel il voit le roc de la morale éternelle.

Si M. Mauss milite pour les coopératives de consommation et les mutuelles, c'est parce qu'il les voit porteuses de l'esprit du don. Il considère qu'elles sont des lieux où, mieux qu'ailleurs, s'exprime le sens de la solidarité ; où l'on apprend à « sortir de soi » en mettant un frein à ses intérêts acquisitifs (qui ne sont donc pas oubliés), où l'on redécouvre le sens de la limite ; et où « il se fabrique » des démocrates - ou plutôt des démocrates se fabriquent -, non seulement en raison des délibérations et des votes dont font l'objet les décisions prises, mais aussi et d'abord dans les rapports quotidiens que les personnes nouent entre elles en s'engageant, en se donnant, voire même en rivalisant de générosité. Autrement dit, si M. Mauss soutient les coopératives et les mutuelles, c'est au fond parce qu'il observe que les coopérateurs et les coopératrices y cultivent une manière de voir, de penser et d'agir « sous l'angle du don » [5]. Précisons que loin d'idéaliser la voie associationniste, M. Mauss reconnaît bien sûr que les coopératives de consommation ne suivent pas toutes dans cette direction. Mais ce sont elles qui lui semblent - à tort ou à raison - le mieux porter ces réserves de sens antiutilitaristes qui font défaut à ses contemporains, et qui nous manquent tant.

Soulignons encore qu'à nos yeux [6], cette voie associationniste ne saurait dessiner une autre économie, conçue comme autosuffisante et seule désirable [7]. En effet, voir les choses ainsi revient à appréhender le monde sous un angle économique - une manière de voir les choses dont il s'agit justement de se dépandre un peu -, et occulte le sens éminemment éthique et politique dont cette voie est porteuse : la poursuite et l'approfondissement de la voie démocratique, du choix d'une société d'hommes et de femmes capables notamment d'autolimiter leurs désirs d'avoir quand leurs satisfactions menacent la pluralité des fins ultimes (on en est bien là aujourd'hui : le creusement des inégalités de richesse, et plus encore peut-être la corruption et le cynisme généralisés qui accompagnent cet appât du gain effréné ont atteint un niveau tel qu'ils décrédibilisent dangereusement l'idéal démocratique). Cette voie associationniste n'est pas tant celle d'une autre économie, que celle d'une régulation du marché par l'État et par l'éthique (par l'esprit du don), i.e. d'une régulation qui s'opèrerait non seulement sous le régime de la contrainte (la régulation telle qu'on la connut pendant les Trentes glorieuses) mais aussi sous celui de la liberté (qui, elle, reste à inventer, ou plutôt à réinventer) [8].

Résumons pour (en) finir... et pour passer à autre chose

Au-delà, ou plutôt en deçà de leur opposition, la droite libérale pro-marché et la gauche redistributiste pro-Etat voient donc l'homme et le monde sous le même prisme de l'*avoir* et de l'*utile*. À droite comme à gauche n'est-il pas question que de croissance économique, érigée comme l'*alpha* et l'*oméga* de toute politique ? Or, d'autres aspirations sont au moins aussi légitimes, comme, faut-il le rappeler, la visée d'un *être ensemble démocratique* qui *vaudrait pour lui-même*, où la seule vie qui vaille ne serait pas entièrement consacrée à l'activité instrumentale par excellence, le travail [9]. Mais pour penser ces aspirations multiples, et leur hiérarchisation si l'on considère que la démocratie est notre plus grand bien, encore faut-il se donner une vision de l'homme (et du monde) qui ne le réduise pas à un *homo oeconomicus*, et qui reconnaisse, même, que l'être prime sur l'avoir, que l'antiutilitaire prime sur l'utilitaire. Loin d'être une chimère, cette vision de l'homme est celle du fondateur de l'ethnologie française, Marcel Mauss, dans son célèbre *Essai sur le don*. C'est sur elle que pourrait s'appuyer sans complexe une gauche démocratique et associationniste - résolument humaniste - pour prendre son envol.

[1] "Une seule solution, l'association ? Socio-économie du fait associatif - *La revue du MAUSS* n11, 1er semestre, La Découverte/MAUSS, 1998 ;

Philippe Chanial, 2001, *Justice, don et association*, La bibliothèque du MAUSS, la Découverte

[2] Notons que les deux camps défendent leurs solutions dans un cadre démocratique, ou ayant en vue un idéal démocratique, imaginativement lié dans tous les cas à cette même rationalité économique.

[3] Si l'autogestion est assurément du côté de la liberté, elle n'en reste pas moins trop du côté de la rationalité économique pour se distinguer des solutions marchande et étatique. D'ailleurs - les deux choses sont liées -, comme ces dernières, la voie de l'auto-*gestion* appréhende trop le monde sous un angle économique, alors qu'il s'agirait de se déprendre un peu de cette vision economiciste du monde (cf. *infra*)

[4] et non pas an-utilitaire comme sont censées l'être la philanthropie ou la charité, finalement hyperutilitaristes. cf *supra*

[5] Une manière commune de voir les choses bien répandue, en fait, même si sa théorie reste largement à élaborer. Invité pour une intervention sur [le don](#) auprès de bénévoles de l'association *L'école à l'hôpital*, nous fûmes surpris par les questions qui étaient posées à l'intervenant précédent, qui manifestaient une attention particulière aux malades. Cette journée leur était consacrée, il devait être question d'eux en tant que donateurs, et ils continuaient à porter leurs regards sur les autres... Ces bénévoles voyaient manifestement le monde sous l'angle du don .

[6] pas plus qu'aux yeux de M. Mauss d'ailleurs.

[7] Nous remercions notre ami Ange Tuil, militant mutualiste, pour ses remarques qui nous ont incités à préciser ce qui suit

[8] Concernant la régulation du marché par l'État, il s'agirait même plus précisément de revisiter le sens de la contrainte, en y retrouvant la part de liberté - du don - qu'elle contient. Par exemple, les prélèvements obligatoires qui financent notre protection sociale sont le fait d'un choix collectif délibéré, animé par un esprit de solidarité, dont nous n'avons sans doute pas suffisamment conscience que nous le réitérons continûment (faute, peut-être, de le commémorer ?)

[9] Même si le travail ne se réduit pas à sa dimension instrumentale